

ETABLISSEMENTS FAUVET-GIREL

*Société Anonyme au capital de 2 006 480 euros
Siège social : 40 Boulevard Henri Sellier – 92150 SURESNES
SIREN 552 064 933 RCS NANTERRE*

RAPPORT FINANCIER ANNUEL

FAUVET GIREL

40 BD HENRI SELLIER

92150 SURESNES

Comptes annuels au 31 décembre 2008

AUDIT SYNTHÈSE

Place de Narvik 75008 PARIS

BILAN ACTIF

Rubriques	Montant Brut	Amortissements	31/12/2008	31/12/2007
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	1 500	1 500		125
Fonds commercial	106 209		106 209	106 209
Autres immobilisations incorporelles				
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	23 850		23 850	23 850
Constructions	261 312	163 490	97 822	44 853
Installations techniques, matériel, outillage	158 547	158 547		
Autres immobilisations corporelles	3 094	3 094		
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes	42 300		42 300	
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations	4 040		4 040	4 040
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières				
ACTIF IMMOBILISE	600 852	326 631	274 220	179 076
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements				
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	6 566		6 566	815
Autres créances	24 397		24 397	22 315
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement (dont actions propres :)	4 550 000		4 550 000	4 500 000
Disponibilités	161 931		161 931	190 083
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	2 289		2 289	3 306
ACTIF CIRCULANT	4 745 182		4 745 182	4 716 519
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion actif				
TOTAL GENERAL	5 346 034	326 631	5 019 402	4 895 595

BILAN PASSIF

<i>Rubriques</i>	<i>31/12/2008</i>	<i>31/12/2007</i>
Capital social ou individuel (dont versé : 2 006 480)	2 006 480	2 006 480
Primes d'émission, de fusion, d'apport	208 086	208 086
Ecarts de réévaluation (dont écart d'équivalence :)	17 480	17 480
Réserve légale	200 648	200 648
Réserves statutaires ou contractuelles	2 572 790	2 572 790
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)		
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)		
Report à nouveau	(172 941)	(279 771)
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	124 732	106 830
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées	11 287	11 592
CAPITAUX PROPRES	4 968 561	4 844 135
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
PROVISIONS		
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs)		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	16 118	24 857
Dettes fiscales et sociales	20 215	11 839
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	14 507	14 765
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance		
DETTES	50 841	51 460
Ecarts de conversion passif		
TOTAL GENERAL	5 019 402	4 895 595

Résultat de l'exercice en centimes

124 731,60

Total du bilan en centimes

5 019 402,22

COMPTE DE RESULTAT (en liste)

<i>Rubriques</i>	<i>France</i>	<i>Exportation</i>	<i>31/12/2008</i>	<i>31/12/2007</i>
Ventes de marchandises Production vendue de biens Production vendue de services		15 748	15 748	14 614
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS		15 748	15 748	14 614
Production stockée Production immobilisée Subventions d'exploitation Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges Autres produits			112 324	117 264
PRODUITS D'EXPLOITATION			128 072	131 878
Achats de marchandises (y compris droits de douane) Variation de stock (marchandises) Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane) Variation de stock (matières premières et approvisionnements) Autres achats et charges externes Impôts, taxes et versements assimilés Salaires et traitements Charges sociales			61 462 8 163 22 171 9 413	65 670 8 691 21 630 10 622
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements Sur immobilisations : dotations aux dépréciations Sur actif circulant : dotations aux dépréciations Dotations aux provisions Autres charges			7 709 46 056	5 281 42 173
CHARGES D'EXPLOITATION			154 973	154 067
RESULTAT D'EXPLOITATION			(26 901)	(22 189)
OPERATIONS EN COMMUN Bénéfice attribué ou perte transférée Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé Autres intérêts et produits assimilés Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges Différences positives de change Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			2 432 213 526	2 688 181 191
PRODUITS FINANCIERS			215 958	183 879
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions Intérêts et charges assimilées Différences négatives de change Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES				
RESULTAT FINANCIER			215 958	183 879
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			189 057	161 690

COMPTE DE RESULTAT (suite)

<i>Rubriques</i>	<i>31/12/2008</i>	<i>31/12/2007</i>
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	845	244
Produits exceptionnels sur opérations en capital		
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges	305	305
PRODUITS EXCEPTIONNELS	1 150	549
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions		
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
RESULTAT EXCEPTIONNEL	1 150	549
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices	65 475	55 409
TOTAL DES PRODUITS	345 180	316 305
TOTAL DES CHARGES	220 448	209 476
BENEFICE OU PERTE	124 732	106 830

ANNEXE

La présente annexe fait partie intégrante des comptes annuels de l'exercice clos au 31 Décembre 2008.
Le bilan à cette date, avant répartition, fait état d'un total de 5 019 402,22 €

FAITS MAJEURS DE L'EXERCICE

Aucun fait majeur n'est intervenu au cours de l'exercice clos au 31 Décembre 2008.

PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

(En application du Code de Commerce - Article L 123-12 à L 123-24)

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation ;
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

Immobilisations incorporelles :

Les immobilisations incorporelles sont constituées d'un fonds de commerce et d'un logiciel.

Logiciel	linéaire	12 mois
----------	----------	---------

Immobilisations corporelles :

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations). Les taux d'amortissements pratiqués sont les suivants :

Construction	linéaire	2 %	50 ans
Conteneur	dégressif	31,25 %	8 ans
Matériel de transport	linéaire	25 %	4 ans
Matériel en location agencement	linéaire	15 %	6 ans

Immobilisations financières :

Les immobilisations financières correspondent à 128 actions CTC.

Stocks

Néant

Informations sur les VMP :

La société FAUVET GIREL détient au 31/12/08 des certificats de dépôt pour un montant total de 4 550 000 €
Ils ont une durée maximum de 6 mois et sont rémunérés à taux fixe.

Créances et dettes :

Les créances et dettes sont évaluées à leur valeur nominale.
Les créances sont éventuellement dépréciées par voie de provision pour tenir compte au cas par cas des difficultés de recouvrement.

RENSEIGNEMENTS DIVERS

Engagements hors bilan

Les engagements en matière d'indemnités de départ à la retraite ses salariés ne sont pas comptabilisés. Leur montant n'est pas significatif.

Les engagements en matière de pensions dont bénéficient les membres des organes d'administration et de direction ne sont pas comptabilisés. Ils sont évalués à environ 110 000€

Effectif :

La société compte 2 salariés au cours de l'exercice clos le 31 Décembre 2008.

CHANGEMENT DE METHODE D'EVALUATION

Aucun changement de méthode d'évaluation n'est intervenu au cours de l'exercice.

CHANGEMENT DE METHODE DE PRESENTATION

Aucun changement de méthode de présentation n'est intervenu au cours de l'exercice.

INFORMATIONS
BILAN ET RESULTAT

IMMOBILISATIONS

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit., apports
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT			
AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	107 709		
Terrains	23 850		
	<i>Dont composants</i>		
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui	200 759		
Const. Install. générales, agencements, aménagements			60 553
Install. techniques, matériel et outillage industriels	158 547		
Installations générales, agencements, aménagements	3 094		
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique, mobilier			
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			90 435
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	386 250		150 988
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations	4 040		
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières			
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	4 040		
TOTAL GENERAL	497 998		150 988

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT				
AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES			107 709	
Terrains			23 850	
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui			200 759	
Constructions, installations générales, agencements			60 553	
Installations techn., matériel et outillages industriels			158 547	
Installations générales, agencements divers			3 094	
Matériel de transport				
Matériel de bureau, informatique, mobilier				
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes		48 135	42 300	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES		48 135	489 103	
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations			4 040	
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES			4 040	
TOTAL GENERAL		48 135	600 852	

AMORTISSEMENTS

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	fin d'exercice
FRAIS D'ÉTABLISSEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1 375	125		1 500
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui	155 906	3 906		159 812
Constructions installations générales, agencemnts, aménagmnts		3 678		3 678
Installations techniques, matériel et outillage industriels	158 547			158 547
Installations générales, agencements et aménagements divers	3 094			3 094
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique, mobilier				
Emballages récupérables, divers				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	317 547	7 584		325 131
TOTAL GENERAL	318 922	7 709		326 631

VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES							
Rubriques	Dotations			Reprises			Mouvements amortissements fin exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	
FRAIS ETBL AUT. INC.							
Terrains							
Construct.							
- sol propre							
- sol autrui							
- installations							
Install. Tech.							
Install. Gén.							
Mat. Transp.							
Mat bureau							
Embal récup.							
CORPOREL							
Acquis. titre							
TOTAL							

Charges réparties sur plusieurs exercices	Début d'exercice	Augmentations	Dotations	Fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler Primes de remboursement des obligations				

PROVISIONS ET DEPRECIATIONS

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers Provisions pour investissement Provisions pour hausse des prix Amortissements dérogatoires Dont majorations exceptionnelles de 30 % Implantations étrangères avant 01/01/92 Implantations étrangères après 01/01/92 Provisions pour prêts d'installation Autres provisions réglementées	11 592		305	11 287
PROVISIONS REGLEMENTEES	11 592		305	11 287
Provisions pour litiges Provisions pour garanties données aux clients Provisions pour pertes sur marchés à terme Provisions pour amendes et pénalités Provisions pour pertes de change Provisions pour pensions, obligations similaires Provisions pour impôts Provisions pour renouvellement immobilisations Provisions pour gros entretiens, grandes révis. Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer Autres provisions pour risques et charges				
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES				
Dépréciations immobilisations incorporelles Dépréciations immobilisations corporelles Dépréciations titres mis en équivalence Dépréciations titres de participation Dépréciations autres immobilis. financières Dépréciations stocks et en cours Dépréciations comptes clients Autres dépréciations				
DEPRECIATIONS				
TOTAL GENERAL	11 592		305	11 287
Dotations et reprises d'exploitation Dotations et reprises financières Dotations et reprises exceptionnelles			305	
Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice				

CREANCES ET DETTES

<i>ETAT DES CREANCES</i>	<i>Montant brut</i>	<i>1 an au plus</i>	<i>plus d'un an</i>
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières			
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	6 566	6 566	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux			
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices			
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	8 707	8 707	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés			
Etat, autres collectivités : créances diverses			
Groupe et associés			
Débiteurs divers	15 690	15 690	
Charges constatées d'avance	2 289	2 289	
TOTAL GENERAL	33 251	33 251	
Montant des prêts accordés en cours d'exercice			
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice			
Prêts et avances consentis aux associés			

<i>ETAT DES DETTES</i>	<i>Montant brut</i>	<i>1 an au plus</i>	<i>plus d'1 an, -5 ans</i>	<i>plus de 5 ans</i>
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine				
Emprunts et dettes à plus d'1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	16 118	16 118		
Personnel et comptes rattachés	1 293	1 293		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	6 399	6 399		
Etat : impôt sur les bénéfices	10 059	10 059		
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	1 916	1 916		
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	549	549		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés	6 958	6 958		
Autres dettes	7 549	7 549		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
TOTAL GENERAL	50 841	50 841		
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice				
Emprunts, dettes contractés auprès d'associés				

DETAIL DES PRODUITS A RECEVOIR

31/12/2008

PRODUITS A RECEVOIR	27 323,04
AUTRES CREANCES	15 690,48
468700 PRODUITS E RECEVOIR	15 690,48
BANQUES,ETABLISSEMENTS FINANCIERS	11 632,56
518700 INTERETS COURUS A RECEVOIR	11 632,56
TOTAL DES PRODUITS A RECEVOIR	27 323,04

DETAIL DES CHARGES A PAYER

31/12/2008

CHARGES A PAYER	23 477,63
DETTES FOURNISSEURS CPTES RATTACH	14 928,58
408100 FRS FACTURES NON PARVENUES	14 928,58
DETTES FISCALES ET SOCIALES	4 407,29
428200 DETTES PROVISION CONGES PAYES	1 293,00
438000 AUTRES ORGANISMES SOCIAUX	165,54
438100 CAP URSSAF	1 818,00
438200 CHARGES SOC CP	582,00
448600 CHARGES A PAYER	548,75
AUTRES DETTES	4 141,76
468600 CHARGES A PAYER	4 141,76
TOTAL DES CHARGES A PAYER	23 477,63

DETAIL DES CHARGES & PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

31/12/2008

CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	2 288,62
CHARGES/PRODUITS D'EXPLOITATION	2 288,62
486000 CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	2 288,62
TOTAL DES CHARGES & PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	2 288,62

CHARGES ET PRODUITS EXCEPTIONNELS

<i>Nature des charges</i>	<i>Montant</i>	<i>Imputation au compte</i>
TOTAL		

<i>Nature des produits</i>	<i>Montant</i>	<i>Imputation au compte</i>
REGULARISATION TAXES EXERCICES ANTERIEURS	845	772000
REPRISE PROVISION SPECIALE	305	787260
TOTAL	1 150	

COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL

<i>Catégories de titres</i>	<i>Nombre de titres</i>			<i>Valeur nominale</i>
	<i>à la clôture de l'exercice</i>	<i>créés pendant l'exercice</i>	<i>remboursés pendant l'exercice</i>	
Actions ordinaires	250 810			8,00

VARIATION DE LA PROVISION SPECIALE DE REEVALUATION

Rubriques	Détermination des écarts		Utilisation marge supplémentaire d'amortissement de l'exercice		Montant provision fin d'exercice
	Augmentation des montants bruts	Augmentation des amortissements	Suppl. amortissmnt	Eléments cédés	
Terrains					3 664
TOTAL					3 664

VARIATION DE LA RESERVE DE REEVALUATION

Rubriques	Montant début d'exercice	Diminutions dues aux cessions	Autres variations +/-	Montant fin d'exercice	Pour mémoire : Ecart incorporé au capital
Terrains	17 480			17 480	
TOTAL	17 480			17 480	
TOTAL					

LISTE DES FILIALES ET PARTICIPATIONS

Dénomination Siège Social	Capital Capitaux Propres	Q.P. Détenue Divid.encaiss.	Val. brute Titres Val. nette Titres	Prêts, avances Cautions	Chiffre d'affaires Résultat
FILIALES (plus de 50%)					
PARTICIPATIONS (10 à 50%)					
CTC SA	3 200 000 10 107 731	0,08 % 2 432	4 040 4 040		34 529 724 4 294 399
AUTRES TITRES					

ETABLISSEMENTS FAUVET-GIREL

Société Anonyme au capital de 2 006 480 euros

Siège social : 40 Boulevard Henri Sellier – 92150 SURESNES

SIREN 552 064 933 RCS NANTERRE

ASSEMBLEE GENERALE DU 3 JUIN 2009

RAPPORT DE GESTION SUR LES OPERATIONS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2008

Mesdames, Messieurs,

Nous vous avons réunis en assemblée générale ordinaire annuelle en application des statuts et des dispositions du Code de commerce pour vous rendre compte de l'activité de la Société au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2008, des résultats de cette activité, des perspectives d'avenir et soumettre à votre approbation le bilan et les comptes annuels dudit exercice.

Les convocations prescrites par la loi vous ont été régulièrement adressées et tous les documents et pièces prévus par la réglementation en vigueur ont été tenus à votre disposition dans les délais impartis.

MODALITE D'EXERCICE DE LA DIRECTION GENERALE

Conformément à l'article R 225-102 du Code de commerce, nous vous indiquons que votre Conseil d'administration a procédé à une modification du choix entre les deux modalités d'exercice de la Direction Générale prévues à l'article L 225-51-1 du Code de commerce.

Le Conseil a décidé d'opter pour le cumul des fonctions de Président du Conseil d'Administration et de Directeur Général suite à la Démission de Monsieur Jacques DAMBRINE de son mandat de Président du Conseil d'administration. En conséquence Gilles DAMBRINE assume sous sa responsabilité la Présidence de la Société en sus de la Direction Générale.

Cette décision a été prise pour la durée du mandat de Président restant à courir soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale devant statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2012. Le mandat d'administrateur de Monsieur Gilles DAMBRINE se terminant à l'issue de l'assemblée appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2013, il y aura lieu en 2012 à renouveler éventuellement ce mandat exceptionnellement pour une durée de 1 an.

Sauf modification du mode d'exercice de la Direction Générale, la présente indication ne sera pas reprise dans les rapports ultérieurs.

SITUATION ET ACTIVITE DE LA SOCIETE AU COURS DE L'EXERCICE ECOULE

ETABLISSEMENT FAUVET GIREL est une société cotée sur le marché Euronext Paris – Eurolist – Valeurs locales – CAC Fiancials, classée sous le secteur Sociétés financières – Instruments de placement en actions. La valeur la plus basse atteinte par le titre pour la période du 2 janvier 2008 au 31 décembre 2008 a été de 33,25 euros le 12 septembre 2008. Son cours le plus haut fut le 2 janvier 2008 à 45,90 euros. La fin d'année 2008 a été marquée par une remontée du titre sur le marché à 45,49 euros. (Données www.euronext.com)

Fauvet Girel n'a pas eu d'activité commerciale ou technique contractuelle nouvelle durant cet exercice, ni en prolongation de son concours à AFR.

La société n'a procédé à aucune cession de containers.

ANALYSE DE L'EVOLUTION DES AFFAIRES

En raison de l'activité et des résultats de la société, son endettement de 50 841 euros (contre 51 460 euros au titre de l'exercice précédent soit une baisse de 1,21%) n'est pas significatif. Nous signalons, à titre d'information, que le principal poste d'endettement concerne les dettes d'exploitation pour un montant de 36 333 euros. Compte tenu du marché, l'activité de la société devraient donc se maintenir et ne présente, en conséquence, aucun risque ni aucune incertitude quant à l'avenir.

EVENEMENTS INTERVENUS DEPUIS LA CLOTURE DE L'EXERCICE

Il convient de souligner qu'aucun événement important n'est survenu entre la date de la clôture de l'exercice et la date à laquelle le rapport est établi.

ACTIVITES EN MATIERE DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT

Eu égard à l'article L 232-1 du Code de commerce, nous vous informons que la Société n'a effectué aucune activité de recherche et de développement au cours de l'exercice écoulé.

EVOLUTION PREVISIBLE DE LA SITUATION DE LA SOCIETE ET PERSPECTIVES D'AVENIR

L'exercice en cours ne comporte pas actuellement de perspective nouvelle et à court terme au plan opérationnel.

La société limite actuellement son activité au traitement des problèmes techniques et commerciaux issus de son passé de constructeur. Elle gère par ailleurs les emplois de trésorerie à court terme et l'exploitation de son parc immobilier.

FILIALES ET PARTICIPATIONS

S'agissant des filiales et participations. Nous vous rappelons que le tableau des filiales et participations est annexé au bilan.

Aucune prise de participation, de cession ou de prise de contrôle n'est intervenue au cours de l'exercice.

INFORMATIONS SUR LA DETENTION DU CAPITAL PAR CERTAINS ACTIONNAIRES

Conformément aux dispositions de l'article L 233-13 du Code de commerce et compte tenu des informations et notifications reçues en application des articles L 233-7 et L 233-12 dudit Code, nous vous indiquons ci-après l'identité des associés possédant plus du vingtième, du dixième, des trois vingtièmes, du cinquième, du quart, du tiers, de la moitié, des deux tiers, des dix-huit vingtièmes ou des dix-neuf vingtièmes du capital social ou des droits de vote :

- La société SPACLO détient 86,30 % du capital de la Société, soit plus des deux tiers du capital.

Aucune modification des répartitions ci-dessus n'est intervenue au cours de l'exercice écoulé.

EXPOSE SUR LES RESULTATS ECONOMIQUES ET FINANCIERS

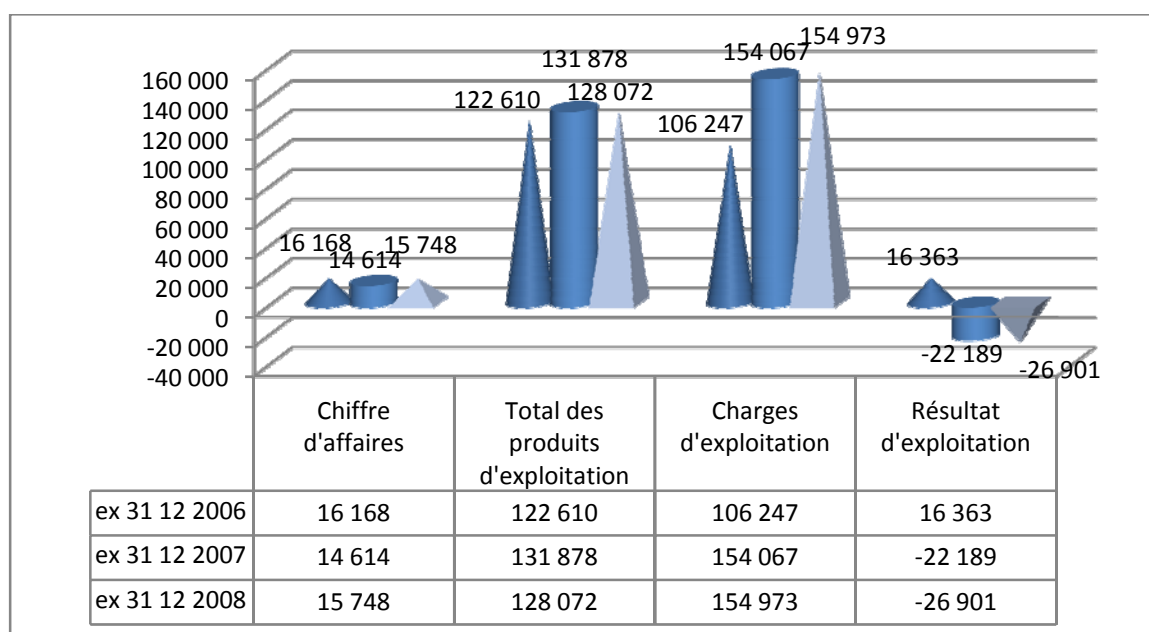
Au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2008 :

Le chiffre d'affaires H.T. s'est élevé à 15 748 euros contre 14 614 euros au titre de l'exercice précédent, soit une hausse de 7,8% ;

Le total des produits d'exploitation s'élève à 128 072 euros contre 131 878 euros au titre de l'exercice précédent, soit une baisse de 2,97% ;

Les charges d'exploitation de l'exercice se sont élevées à 154 973 euros contre 154 067 euros au titre de l'exercice précédent, soit une hausse de 0,6% ;

Le résultat d'exploitation ressort à (-26 901) euros contre (-22 189) euros au titre de l'exercice précédent, soit une variation de 21,23% ;



Le montant des traitements et salaires s'élève à 22 171 euros contre 21 630 euros au titre de l'exercice précédent, soit une hausse de 2,5% ;

L'effectif salarié moyen est identique à l'exercice précédent ; soit 2 salariés.

Le montant des charges sociales s'élève à 9 413 euros contre 10 622 euros au titre de l'exercice précédent, soit une baisse de 11,38% ;

Compte tenu d'un résultat financier de 215 958 euros (183 879 euros au titre de l'exercice précédent), le résultat courant avant impôt de l'exercice ressort à 189 057 euros contre 161 690 euros pour l'exercice précédent, soit une variation à la hausse de 16,92% ;

Compte tenu des éléments ci-dessus, du résultat exceptionnel de 1 150 euros et de l'impôt sur les bénéfices de 65 475 euros, le résultat de l'exercice se solde par un bénéfice de 124 731,60 euros contre un bénéfice de 106 829,76 euros au titre de l'exercice précédent, soit une variation à la hausse de 16,75 % ;

Au 31 décembre 2008, le total du bilan de la Société s'élevait à 5 019 402,22 euros contre 4 895 594,72 euros.

Est joint en annexe au présent rapport, le tableau des résultats prévu par l'article 148 du décret du 23 mars 1967.

PRESENTATION DES COMPTES ANNUELS

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2008 que nous soumettons à votre approbation ont été établis conformément aux règles de présentation et aux méthodes d'évaluation prévues par la réglementation en vigueur.

Les règles de présentation et les méthodes d'évaluation retenues sont identiques à celles de l'exercice précédent.

AFFECTATION DU RESULTAT

Nous vous proposons d'affecter le bénéfice de l'exercice s'élevant à 124 731,60 euros de la manière suivante :

Origine

Report à nouveau antérieur (172 941) euros.

Résultat bénéficiaire de l'exercice : 124 731,60 euros.

Affectation

En totalité au compte « report à nouveau », soit : 124 731,60 euros

Le Solde du compte « report à nouveau » ressortira ainsi à (48 209,40) euros.

RAPPEL DES DIVIDENDES DISTRIBUES

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, nous vous rappelons qu'il n'a pas été procédé à une distribution de dividendes au titre des trois précédents exercices.

DEPENSES SOMPTUAIRES ET CHARGES NON DEDUCTIBLES FISCALEMENT

Conformément aux dispositions des articles 223 quater et 223 quinquies du Code des impôts, nous vous précisons que les comptes de l'exercice écoulé ne prennent pas en charge de dépenses non déductibles du résultat fiscal.

INFORMATIONS CONCERNANT LES MANDATAIRES SOCIAUX

Liste des mandats sociaux

Conformément aux dispositions de l'article L 225-102-1, al. 3 du Code de commerce, nous vous communiquons ci-après la liste de l'ensemble des mandats et fonctions exercés dans toute Société par chacun des mandataires sociaux de la Société.

Monsieur Jacques DAMBRINE

Président du Conseil d'administration de la société SPACLO,
Administrateur de FAUVET GIREL,
Représentant permanent de la société SPACLO, administrateur de la société DELTA LINGERIE SA,
Représentant permanent de la société SPACLO, administrateur de la société CHANTELLE SA,

Monsieur Bruno DAMBRINE

Président Directeur Général de la société CIWC
Président du Conseil d'administration de la société CWS
Directeur Général de la société ERMEWA FERROVIAIRE SAS
Directeur Général de la société ERMEWA FRANCE SAS
Représentant permanent de la société SOGEFEL, administrateur de la société CHANTELLE
Administrateur des sociétés EVS, SPACLO, ORVAL et FERIFOS
Représentant permanent de la société CWS au conseil d'administration de la SOCIETE AUXILIAIRE DE RECONSTRUCTION POUR L'INDUSTRIE SA

Monsieur Gilles DAMBRINE

Président Directeur Général et Administrateur de la Société ETABLISSEMENTS FAUVET-GIREL SA

Directeur Général et Administrateur de la société CWS SA
 Directeur Général et Administrateur de la SOCIETE AUXILIAIRE DE RECONSTRUCTION POUR L'INDUSTRIE SA
 Administrateur de la société SPACLO SA,
 Administrateur de la société CIWC SA,
 Représentant permanent de la société CWS au Conseil d'administration de CTC ,
 Représentant permanent de la société CWS au Conseil d'administration de la société EVS.

Rémunération des mandataires sociaux

Conformément aux dispositions de l'article L 225-102-1 du Code de commerce, nous vous rendons compte de la rémunération totale (éléments fixes, variables et exceptionnels) y compris sous forme d'attribution de titres de capital, de titres de créances ou de titres donnant accès au capital ou à l'attribution de titres de créances (Art. L 225-102-1 C. Com.) et des avantages de toute nature versés **durant l'exercice écoulé** à chaque mandataire social, ainsi que les critères en fonction desquels ils ont été calculés ou les circonstances en vertu desquelles ils ont été établis.

Nous vous indiquons également les engagements de toute nature pris par la Société au bénéfice de ses mandataires sociaux, correspondant à des éléments de rémunération, des indemnités ou des avantages susceptibles d'être dus à raison de la prise, de la cessation ou du changement de ces fonctions ou postérieurement à celles-ci, ainsi que les modalités de détermination de ces engagements.

Il est rappelé, pour la bonne règle, qu'en fonction des décisions prises par le conseil, Monsieur Jacques Dambrine continue à bénéficier d'un complément de retraite, réversible en cas de décès sur son épouse, Madame Marianne Dambrine.

Monsieur Jacques DAMBRINE a démissionné de son mandat de Président du Conseil d'administration le 14 novembre 2008, il est remplacé dans ce mandat par Monsieur Gilles DAMBRINE. Depuis cette date Monsieur Gilles DAMBRINE est Président Directeur Général de la Société.

Tableau récapitulatif des rémunérations de Jacques DAMBRINE				
Jacques DAMBRINE	Exercice N-1 (ex 31 12 2007)		Exercice N (ex 31 12 2008)	
	Montants dus	Montants versés	Montants dus	Montants versés
Complément de retraite		34 171,65		37 949,04
Rémunération variable				
Rémunération exceptionnelle				

Jetons de présence		4000	4000	
--------------------	--	------	------	--

Avantage en nature				
TOTAL		38171,65	4000	37 949,04

Tableau récapitulatif des rémunérations de Gilles DAMBRINE				
Gilles DAMBRINE	Exercice N-1 (ex 31 12 2007)		Exercice N (ex 31 12 2008)	
	Montants dus	Montants versés	Montants dus	Montants versés
Rémunération fixe				
Rémunération variable				
Rémunération exceptionnelle				
Jetons de présence		2000		2000
Avantage en nature				
TOTAL		2000		2000

Tableau sur les jetons de présence et les autres rémunérations perçues par les mandataires sociaux non dirigeants			
Mandataires sociaux non dirigeants	Montants versés au cours de l'exercice N-1 (ex 31 12 2007)	Montants versés au cours de l'exercice N (ex 31 12 2008)	
Bruno DAMBRINE			
• Jetons de présence	2000	2000	
• Autres rémunérations			
TOTAL	2000	2000	

CONTROLE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Conformément aux dispositions législatives et réglementaires, nous tenons à votre disposition les rapports de votre Commissaire aux comptes.

Par ailleurs, nous vous indiquons que la liste et l'objet des conventions courantes conclues à des conditions normales qui, en raison de leur objet ou de leurs implications financières sont significatives pour les parties, ont été communiqués aux administrateurs et aux Commissaires aux comptes.

SITUATION DES MANDATS DES ADMINISTRATEURS

Le mandat de Monsieur Bruno DAMBRINE arrive à expiration. Nous vous proposons de procéder à son renouvellement pour une durée de 6 années, soit jusqu'à l'assemblée appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2014.

PROPOSITION DE NOMINATION D'UN NOUVEL ADMINISTRATEUR

Nous vous proposons de nommer :

Monsieur Stéphane PREFOL, demeurant 23 boulevard de Montmorency 75016 PARIS,

en qualité d'administrateur, en adjonction aux membres actuellement en fonction, pour une durée de 6 années, venant à expiration à l'issue de l'assemblée tenue dans l'année 2015 appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2014.

SITUATION DES MANDATS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Nous vous rappelons que les mandats des commissaires aux comptes n'arrivent à expiration qu'à l'issue de l'assemblée générale devant statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2009.

ACTIONNARIAT SALARIE

Il n'y a pas de participation des salariés au capital de la société.

L'assemblée ayant déjà été consultée sur une augmentation de capital réservée aux salariés le 9 juin 2008. Nous vous informons que la prochaine échéance pour s'acquitter de cette obligation triennale aura lieu en 2011.

JETONS DE PRESENCE

Enfin, vous aurez à vous prononcer sur l'attribution de jetons de présence à votre Conseil d'administration. A ce titre, nous vous proposons de fixer le montant des jetons de présence alloués pour l'année 2009 aux administrateurs à 8 000 euros.

Nous espérons que ce qui précède recevra votre agrément et que vous voudrez bien voter les résolutions qui vous sont soumises.

Le Conseil d'administration

ANNEXE UNIQUE

TABLEAU DES RESULTATS DE LA SOCIETE AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

<i>Date d'arrêté</i>	<i>31/12/2008</i>	<i>31/12/2007</i>	<i>31/12/2006</i>	<i>31/12/2005</i>	<i>31/12/2004</i>
<i>Durée de l'exercice (mois)</i>	<i>12</i>	<i>12</i>	<i>12</i>	<i>12</i>	<i>12</i>
CAPITAL EN FIN D'EXERCICE					
Capital social Nombre d'actions	2 006 480	2 006 480	2 006 480	2 006 480	2 006 480
-ordinaires Nombre maximum d'actions à créer	250 810	250 810	250 810	250 810	250 810
OPERATIONS ET RESULTATS					
Chiffre d'affaires hors taxes Résultat avant impôt, participation,	15 748	14 614	16 168	10 770	10 599
dot. amortissements et provisions	197 611	167 215	160 779	98 194	50 368
Impôts sur les bénéfices	65 475	55 409	54 470	32 174	19 464
Dot. Amortissements et provisions	7 404	4 976	3 601	3 186	3 906
Résultat net	124 732	106 830	102 709	62 834	26 998
RESULTAT PAR ACTION Résultat après impôt, participation,					
avant dot.amortissements, provisions	1	0	0	0	0
Résultat après impôt, participation					
dot. amortissements et provisions	1	0	0	0	0
PERSONNEL					
Effectif moyen des salariés	2	2	1	1	1
Masse salariale Sommes versées en avantages sociaux	22 171	21 630	17 058	16 367	15 332
(sécurité sociale, œuvres sociales...)	9 368	9 936	4 050	4 349	1 926

DECLARATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER ANNUEL

Monsieur Gilles DAMBRINE, Directeur Général de la Société ETABLISSEMENTS FAUVET GIREL, Société Anonyme au capital de 2 006 480 euros dont le siège social est 40 boulevard Henri Sellier 92150 SURESNES, immatriculée au registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 552 064 933 atteste qu'à ma connaissance les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'émetteur et que le rapport de gestion présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de l'émetteur ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquelles ils sont confrontés.

Gilles DAMBRINE
Directeur Général

ETABLISSEMENTS FAUVET-GIREL S.A

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2008

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2008

Aux actionnaires
ETABLISSEMENTS FAUVET-GIREL S.A
40, boulevard Henri Sellier
92150 Suresnes

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2008, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société Etablissements Fauvet-Girel SA, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I - Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

ETABLISSEMENTS FAUVET-GIREL S.A.

Rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2008

Page 3

II - Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce, les appréciations auxquelles nous avons procédé, portant notamment sur les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, ainsi que leur présentation d'ensemble, n'appellent pas de commentaire particulier.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III - Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels, ainsi que la sincérité des informations données dans le rapport de gestion relatives aux rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux concernés ainsi qu'aux engagements consentis en leur faveur à l'occasion de la prise, de la cessation ou du changement de fonctions ou postérieurement à celles-ci, appellent de notre part l'observation suivante.

En application de la loi, nous vous signalons que les informations prévues par l'article L. 225-102-1 du Code de commerce figurant dans le rapport de gestion sont incomplètes.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Levallois-Perret, le 20 avril 2009

Pierre-Henri Scacchi et Associés
Commissaire aux comptes

Pierre-Henri Scacchi

ETABLISSEMENTS FAUVET-GIREL SA

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES ETABLI
EN APPLICATION DE L'ARTICLE L. 225-235 DU CODE
DE COMMERCE, SUR LE RAPPORT DU PRESIDENT DU
CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA SOCIETE
ETABLISSEMENTS FAUVET GIREL S.A**

Exercice clos le 31 décembre 2008

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES ETABLI EN APPLICATION
DE L'ARTICLE L. 225-235 DU CODE DE COMMERCE,
SUR LE RAPPORT DU PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DE LA SOCIETE ETABLISSEMENTS FAUVET GIREL S.A**

Exercice clos le 31 décembre 2008

Aux actionnaires
ETABLISSEMENTS FAUVET-GIREL S.A
40, boulevard Henri Sellier
92150 Suresnes

Mesdames, Messieurs,

En notre qualité de commissaire aux comptes de la société Etablissements Fauvet-Girel S.A et en application des dispositions de l'article L. 225-235 du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur le rapport établi par le Président de votre société conformément aux dispositions de l'article L. 225-37 du Code de commerce au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2008.

Il appartient au Président d'établir et de soumettre à l'approbation du conseil d'administration un rapport rendant compte des procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place au sein de la société et donnant les autres informations requises par l'article L. 225-37 du Code de commerce relatives notamment au dispositif en matière de gouvernement d'entreprise.

Il nous appartient :

- de vous communiquer les observations qu'appellent de notre part les informations contenues dans le rapport du Président, concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, et
- d'attester que le rapport comporte les autres informations requises par l'article L. 225-37 du Code de commerce, étant précisé qu'il ne nous appartient pas de vérifier la sincérité de ces autres informations.

Nous avons effectué nos travaux conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France.

ETABLISSEMENTS FAUVET-GIREL SA

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES ETABLI EN APPLICATION DE L'ARTICLE L. 225-235 DU CODE DE COMMERCE, SUR LE RAPPORT DU PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA SOCIETE ETABLISSEMENTS FAUVET-GIREL S.A

Page 2

Informations concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière

Les normes d'exercice professionnel requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la sincérité des informations concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du Président. Ces diligences consistent notamment à :

- prendre connaissance des procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière sous-tendant les informations présentées dans le rapport du Président ainsi que de la documentation existante ;
- prendre connaissance des travaux ayant permis d'élaborer ces informations et de la documentation existante ;
- déterminer si les déficiences majeures du contrôle interne relatif à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière que nous aurions relevées dans le cadre de notre mission font l'objet d'une information appropriée dans le rapport du Président.

Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations concernant les procédures de contrôle interne de la société relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du Président du conseil d'administration, établi en application des dispositions de l'article L. 225-37 du Code de commerce.

Autres informations

Nous attestons que le rapport du Président du conseil d'administration comporte les autres informations requises à l'article L. 225-37 du Code de commerce.

Levallois-Perret, le 20 avril 2009

Pierre-Henri Scacchi et Associés
Commissaire aux comptes

Pierre-Henri Scacchi

ETABLISSEMENTS FAUVET-GIREL S.A

**RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS REGLEMENTES**

Exercice clos le 31 décembre 2008

**RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES
CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS REGLEMENTES**

Exercice clos le 31 décembre 2008

Aux actionnaires
ETABLISSEMENTS FAUVET-GIREL S.A
40, boulevard Henri Sellier
92150 Suresnes

Mesdames, Messieurs,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre société, nous devons vous présenter un rapport sur les conventions et engagements réglementés dont nous avons été avisés. Il n'entre pas dans notre mission de rechercher l'existence éventuelle de tels conventions et engagements.

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention ni d'aucun engagement soumis aux dispositions de l'article L 225-38 du Code de commerce.

Levallois-Perret, le 20 avril 2009

Pierre-Henri Scacchi et Associés
Commissaire aux comptes

Pierre-Henri Scacchi